
LA FRANCE DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1939-1944)

« On ne doit jamais laisser se produire un désordre pour éviter une guerre ; car on ne l'évite jamais, on la retarde à son désavantage. »

MACHIAVEL / Le Prince

TABLE DES MATIÈRES

Première partie : la chute et l'abîme

Titre premier : l'attentisme et la déroute (9/39 – 7/40)4

 La France et les Français devant la guerre4

 La France victime du blitzkrieg6

 La IIIe Rep meurt dans les zones occupées ou soumises à l'Etat français7

Titre second : 2 France antagonistes (juillet 40 – novembre 42).....8

 Le gouvernement de Vichy8

 La vie sous l'occupation10

 De la résistance à la résistance11

Deuxième partie : la plus grande France de retour

Titre premier : la victoire de « la vraie France »13

 De Gaulle de Londres à Alger13

 Le déclin de Vichy14

 La libération et la victoire15

L'empire français dans la guerre18

 Son rôle18

 Less rapports avec la France libre et le GPRF19

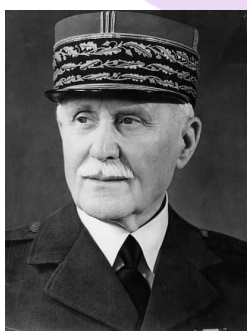
 La situation socioéconomique des colonies20

DATES CLES	
3/9/39 : déclaration de guerre	Novembre 1942 : Occupation de tout le territoire par les Allemands
10/5/40 : Invasion allemande	Février 1943 : création STO
14/6/40 : Allemands à Paris	3/6/43 : création du CFLN
16/6/40 : Démission Reynaud, Pétain président du conseil	30/1/43 : création de la milice
17/6/40 : Discours Pétain appelant à l'armistice	Mai 1943 : création du CNR
18/6/40 : Appel	8 septembre au 4 octobre 1943 : libération de la Corse
22/6/40 : Armistice	3/6/44 : création du GPRF
10/7/40 : La IIIe Rép se saborde et donne les pleins pouvoirs à Pétain. Début du régime de Vichy	6/6/44 : Overlord
31/1 au 2/3/41 : Leclerc gagne la bataille de Koufra	15/8/44 : Débarquement en Provence
24/10/40 : Entrevue de Montoire	25/8/44 : la 2 ^e DB entre à Paris
Mai 1942 : Victoire à Bir Hakeim	26/8/44 : installation du GPRF, Vichy déclaré « nul et non avenue »
16/7/1942 : Rafle du Vel d'hiv	8/5/45 : Capitulation allemande
8/11/42 : Opération Torch	18/11/44 : recréation de la Haute Cour, épuration légale et fin de l'épuration sauvage

PERSONNAGES CLES



M. Déat



P. Pétain



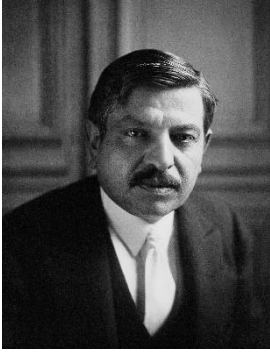
J. Doriot



C. de Gaulle



P. Reynaud



P. Laval



F. Darlan



H. Giraud



J. Moulin



P. Brossolette



P. Leclerc



G. Mandel



P. Henriot

Face à l'expansionnisme hitlérien et eu égard à l'inaction britannique, la France, qui fait confiance au pacte d'assistance mutuelle conclu avec Staline (mai 1935-mars 1936) a toléré le réarmement allemand (1935), la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936), l'anschluss avec l'Autriche (mars 1938) et l'annexion des Sudètes (septembre 1938). Les deux grandes démocraties européennes décident pourtant in fine, après le pacte Molotov-Ribbentrop, de tout faire pour soutenir la Pologne. Quand celle-ci est attaquée le 1^{er} septembre 1939, la Grande Bretagne puis la France entrent en guerre avec le Reich.

Après une défaite aussi rapide qu'inattendue qui balaie toute une génération politique, la métropole, sous occupation partielle puis totale, bascule dans la sphère d'influence allemande. La Troisième République ne résiste pas à la figure du Maréchal Pétain, appelé aux affaires en dernier recours et qui instaure une dictature ("l'Etat français") le 10 juillet 1940, avec l'accord de parlementaires réunis à Vichy. Mais la Résistance s'organise dans et hors des frontières métropolitaines derrière la stature d'abord peu connue et fragile du général de Gaulle. Après quatre années de combat, la souveraineté nationale est finalement restaurée.

PREMIÈRE PARTIE : LA CHUTE ET L'ABÎME

A la défaite militaire née d'une stratégie timorée et du manque d'avions succède la renonciation politique et l'engagement de l'Etat français dans la collaboration avec les nazis. Seuls quelques hommes osent alors dire non.

TITRE PREMIER : L'ATTENTISME ET LA DÉROUTE (SEPTEMBRE 1939 – JUILLET 1940)

I/ LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DEVANT LA GUERRE

1) Un conflit qui se présente très mal.

Le 3 septembre 1939, à la déclaration de guerre à l'Allemagne (à la suite de l'invasion de la Pologne et du rejet de l'ultimatum franco-britannique par le Reich... qui pariait sur une nouvelle reculade à la munichoise), **la France est un pays frappé par la dénatalité et le vieillissement, affaibli sur le plan économique, divisé sur le plan politique et social** (le PCF hors la loi en raison du pacte germano-soviétique du 23 août 1939), **gangréné par l'esprit munichois et un pacifisme frileux**. La mobilisation se fait lentement, sans enthousiasme, avec résignation. La guerre est perçue par beaucoup comme inutile, irréaliste, comme un conflit qu'on ne veut pas faire et dont on espère qu'il n'aura pas lieu.

L'infériorité française est flagrante : 42 millions de Français contre 70 millions d'Allemands, beaucoup plus jeunes en moyenne. Elle ne réalise que 4,5 % de la production industrielle mondiale contre 13 % pour le Reich. **Ses dépenses militaires de 1935 à 1938 sont quatre fois inférieures** à celles de sa rivale (France : 19 mrd F contre 23 pour la GB et 73 pour l'Allemagne, ...85 pour l'URSS). Les deux puissances sont à égalité pour les effectifs (2 millions d'hommes) et les blindés (2500, les chars français comme le B1 étant plus puissants mais souvent sans transmission radio) mais elle est très inférieure pour l'aviation (1100 appareils contre 3500, dont très peu de bombardiers), faiblesse rédhibitoire dans une guerre moderne. **En raison du traumatisme de la saignée de 14/18, sa stratégie est défensive, appuyée sur la "ligne Maginot"** (qui s'arrête à Sedan) contre le "blitzkrieg" allemand (déjà prôné par le colonel de Gaulle). Le commandement français est sclérosé (le généralissime Gamelin n'ira jamais sur le front après le 10 mai 1940) face un haut commandement allemand (OKW) dynamique et audacieux (Manstein, Guderian, Jodl, von Rundstedt). La mobilisation se fait lentement, sans enthousiasme, avec résignation.

Les seuls atouts de la France sont l'Empire (60 millions habitants, mais l'Indochine est difficile à défendre), **une flotte de guerre très moderne** (700000 tjb, "joujou" de l'amiral Darlan) **et surtout l'alliance de la Grande-Bretagne qui apporte son industrie, la RAF, la maîtrise des mers, l'Empire et les Dominions** (Canada, Australie, NZ, Afrique du Sud). La diplomatie française est d'ailleurs à la traîne de la GB depuis 1935.

2) L'opinion et les partis face à la déclaration de guerre

Les Français sont résignés mais n'esquivent pas : l'importance du pacifisme munichois ne doit pas être surestimée (17% seulement suivent Marcel Déat, futur chef du RNP collabo, qui refuse de mourir pour Dantzig). Deux différences avec 1914 : pas de but de guerre fédérateur comme l'Alsace Moselle, pas de réflexe de défense puisque la France n'est pas attaquée (la propagande allemande jouant finement sur ce thème pendant la "drôle de guerre"). La mobilisation se fait lentement, sans

Les forces de gauche hostiles à la guerre se manifestent peu (Alain, Giono). L'extrême droite munichoise, inquiète du pacte germano-soviétique, observe un silence prudent. Certains espèrent un accord avec Hitler évitant la guerre. **Le PCF subit une vague de défections à la suite du pacte Reich-URSS du 23 août 1939, coup de massue pour la diplomatie française.** Thorez met l'accent sur la défense du pays et appelle les députés PCF à voter les crédits de guerre. L'interdiction de la presse communiste le 26 août amène les militants à resserrer les rangs, avant que les ordres de Moscou (critique de la guerre capitaliste par le Komintern) et l'effondrement de la Pologne ne décident Daladier à décréter la dissolution du PCF (26 septembre).

Le gouvernement a obtenu les pouvoirs spéciaux de la Chambre après la disparition de la Tchécoslovaquie. Mais les socialistes refusent de former une *Union sacrée* en rejoignant Daladier, qui manque de détermination dans la conduite de la guerre.

3) L'endormissement : la « drôle de guerre »

Pendant huit mois, la France est en état de guerre sans opération militaire. La doctrine française (Pétain, Gamelin, Weygand) privilégie la défense statique (ligne Maginot) et la conduite d'une guerre longue par un blocus maritime en attendant les livraisons d'armes américaines (avions) et la montée en puissance des industries de guerre française et britannique. Les opérations menées sont symboliques : offensive de la Sarre pour "soutenir" la Pologne (septembre 1939), projets d'attaque contre Bakou pour soutenir la Finlande agressée par l'URSS (hiver 1939-1940), expédition victorieuse de Narvik pour couper la "route du fer" allemand et aider la Norvège envahie par les Allemands mais trop tard (avril 1940).

La vie politique est marquée par la répression anticommuniste. Les députés PCF sont déchus de leur mandat s'ils ne renient pas leur parti, qui est désorganisé mais pas anéanti. Les municipalités communistes sont dissoutes, les syndicalistes subissent une revanche patronale après le Front populaire. **Critiqué pour son inaction, Daladier est remplacé par Reynaud à la présidence du Conseil en mars 1940 ; on est loin de l'Union sacrée de 14/18 : sous la pression des radicaux attentistes, le gouvernement est divisé.** Les civils sont rationnés dès janvier 1940. La dette publique se creuse, l'inflation repart. La résolution de 1939 s'est déjà estompée.

II / LA FRANCE VICTIME DU BLITZKRIEG

1) Les opérations militaires

L'Allemagne attaque à l'ouest le 10 mai 1940, forte de sa supériorité aérienne (stukas et bombardiers stratégiques Dornier, Junker, Heinkel). Guderian emploie 10 divisions blindées (Panzer divisionen) comme bélier tandis que les chars français sont dispersés (De Gaulle ignoré) et ne sont pas soutenus par une aviation valeureuse mais insuffisante. La moitié de l'armée allemande entre en Belgique où elle est arrêtée par les Alliés (succès français de Gembloux et Hanut). L'autre moitié passe la frontière par les Ardennes non défendues, perce et se retourne sur les troupes de Belgique ("coup de faux" de Guderian et Rommel), dont une partie (surtout britannique) peut être évacuée à Dunkerque en raison des problèmes logistiques de la Wehrmacht.

Le nouveau généralissime, Weygand, ne peut tenir sur la Somme (ligne Weygand). **Les Allemands sont à Paris le 14 juin. Par ailleurs, l'Italie a déclaré la guerre à la France et à la Grande Bretagne le 10 juin ; son armée est piteusement bloquée par les troupes alpines françaises. Le gouvernement fuit à Bordeaux** (souvenir sinistre de 1870 et d'août 1914).

2) La débâcle et l'exode

Militairement, le succès allemand est total. Les forces françaises, coupées en deux, ne peuvent former un front et se rendent par unités entières surtout après le **discours de Pétain du 17 juin, qui est compris comme un arrêt des combats. La panique civile s'ajoute à ces difficultés. Huit millions de personnes sont sur les routes vers le sud de la Loire à mesure que la Wehrmacht avance**, craignant les bombardements et de nouvelles atrocités allemandes (surtout pour les Belges, les Nordistes et les Lorrains).

La défaite n'est pas due à un manque de courage (92 000 soldats Français tués en un mois soit une moyenne journalière supérieure à la bataille de Verdun). **Le manque d'avions, la vétusté de certains équipements, le commandement et la stratégie sont à blâmer, mais cette responsabilité porte à la fois sur les militaires, le gouvernement et l'opinion publique (cf. "L'étrange défaite" de Marc Bloch).**

2) L'Armistice

Devant le désastre, Reynaud avait modifié son gouvernement (Mandel, Pétain, De Gaulle). Weygand et Pétain proposent dès le 12 juin de demander l'armistice ; De Gaulle et Churchill défendent une capitulation militaire seule et un exil en Afrique du Nord, voire une union franco-britannique. Le 16 juin, Reynaud démissionne. Le Président de la République Lebrun le remplace par Pétain qui annonce le lendemain à la nation qu'il faut cesser le combat et qu'il **"fait à la France le don de sa personne pour atténuer son malheur"**. Certains parlementaires (Daladier, Mandel, Zay, Mendés) partent pour Alger à bord du Massilia. **De Londres, de Gaulle,**

sous-secrétaire à la Guerre et protégé de Paul Reynaud, appelle le 18 juin à poursuivre la lutte, espérant surtout que l'Empire continuera le combat aux côtés des Alliés.

L'armistice franco-allemand est signé le 22 juin à Rethondes, son pendant franco-italien deux jours plus tard. La France perd son matériel de guerre, la flotte est désarmée et consignée. Le territoire national est partagé en zones occupée (autorité allemande directe au nord et à l'ouest) et libre (autorité de Vichy). Les frais d'occupation sont à la charge de la France, qui ne retrouvera ses 1,5 millions de prisonniers qu'après la paix. Seul face à l'Allemagne, le Royaume-Uni ne peut tolérer le danger que représente la flotte française, même désarmée. A Mers-el-Kébir, des navires de guerre français sont coulés par la Royal Navy au grand dam de De Gaulle qui a bien du mal à justifier cette agression qui se révèle pain bénit pour l'Allemagne. La rupture de l'alliance est consacrée.

III / LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE MEURT DANS LES ZONES OCCUPEES OU SOUMISES À L' ETAT FRANCAIS

1) La délégation du pouvoir constituant

Selon Pétain la défaite incombe au désordre social et à l'irresponsabilité collective. Critique à l'égard du parlementarisme depuis son passage au gouvernement en 1934, il souhaite amorcer un redressement moral du pays contre les excès du personnel parlementaire. Réuni à Vichy, le parlement vote, à l'instigation de Pierre Laval, le 10 juillet une loi constitutionnelle donnant mission à Pétain de doter la France d'une nouvelle Constitution, celle de l'Etat français (plus de République) qui obéira à la devise travail, famille, patrie. Sur 700 parlementaires (largement issus du Front Populaire de 1936), seuls 80 de tous partis ont courageusement voté contre le projet.

Anecdotiquement, ce vote des députés et sénateurs reniant la République est une violation de la réforme constitutionnelle de 1884. Le régime est de jure illégal.

2) Les ambitions technocratiques

Le cabinet Pétain se compose surtout d'anciens ministres pacifistes de Reynaud et couvre tout l'éventail politique des socialistes au PSF (Parti social français, héritier des Croix de Feu de de La Roque qui n'est pas du tout collaborationniste) afin de renforcer l'unité nationale qui s'attache au nom de son chef. L'Armistice conclu, Pétain nomme Pierre Laval, rancunier envers le régime depuis sa mise en minorité en janvier 1936, à la vice-présidence du Conseil.

On trouve un élément nouveau : la moitié des ministres sont des techniciens, des militaires, des hauts fonctionnaires non élus. Ils sont détachés du peuple et, à défaut de l'onction du vote, bénéficient d'une connaissance poussée et d'une doctrine de l'action pragmatique. Pierre Pucheu est un bon exemple de ces technocrates dont certaines d'idées seront reprises après 1945 (planisme).

TITRE SECOND : DEUX FRANCE ANTAGONISTES (JUILLET 1940 – NOVEMBRE 1942)

S'il n'y a en 1939 qu'une seule France, on peut en dénombrer deux à partir de juin 1940, voire quatre. D'une part, les milieux installés par la défaite militaire, qui se divisent entre le gouvernement de Vichy et les collaborateurs de Paris. D'autre part, la France libre de De Gaulle qui refuse, depuis Londres et certaines colonies ralliées, la soumission au Reich, tout comme les résistants de l'intérieur.

I / LE GOUVERNEMENT DE VICHY

1) Le nouveau gouvernement

L'Etat français s'installe à Vichy en raison de l'abondance d'hôtels vides et grâce à la ligne ferroviaire directe vers Paris d'où son nom de régime de Vichy. **Il est obéi par l'immense majorité des fonctionnaires (un seul préfet démissionne : Jean Moulin) et reconnu par tous les Etats neutres, surtout les Etats Unis qui mettront longtemps à lâcher le régime de Vichy, même après leur entrée en guerre** (au grand dam de De Gaulle et de la France Libre). **Le 11 juillet, Pétain promulgue 3 actes constitutionnels : il devient chef de l'Etat français avec les pouvoirs exécutif, législatif et en partie judiciaire** (arrestation de certains dignitaires de la III^{ème} République considérés comme responsables de la défaite) ; la présidence de la République est abolie (le pauvre Lebrun a été quasiment oublié à partir du 17 juin) ; les chambres suspendues. **Pierre Laval est désigné héritier**. Pétain joue du paternalisme et de son prestige de 14/18 ("sauveur" de Verdun...à la suite de Castelnau il est vrai, chef réputé humain des armées françaises à partir de mai 1917) à l'égard des Français, il devient en tout point leur chef (1941 : serment à prêter par les fonctionnaires, chant "Maréchal nous voila" dans les écoles). **Son charisme, son prestige de Verdun et la propagande (affiches principalement) l'y aident.**

2) Les soutiens du régime

La popularité de Pétain s'explique essentiellement par l'adhésion douloureuse de la population à l'armistice et par l'absence de dévotion à la Constitution de la III^{ème} République largement critiquée (différence entre la France et les Etats-Unis). La classe moyenne modérée, anticommuniste et déçue de la République suite à la dépression économique, espère que Vichy défende ses intérêts.

Les fonctionnaires soutiennent tout naturellement le nouveau régime (continuité administrative). La bourgeoisie hostile au Front populaire rallie un régime favorable à l'ordre, à l'autorité, à la morale. Les entreprises devaient continuer à fonctionner. Le traditionalisme rural accueille bien le conservatisme du Maréchal ("la terre ne ment pas"). **Les notables locaux et autres élites communales (les maires sont désormais nommés) sont fiers de se voir confier des responsabilités par un pouvoir attaché à la hiérarchie.**

Parmi les corps constitués, **l'Église rejoint Vichy** contre la laïcité (cardinal Gerlier, primat des Gaules : « Pétain, c'est la France. »). **Les militaires de la petite armée d'armistice (100 000 hommes) et des troupes coloniales (150 000 hommes mal contrôlables par l'Axe) soutiennent sans réserve un régime dirigé par leur Maréchal**, d'autant qu'ils entrent souvent au gouvernement (Weygand, Darlan). Les anciens combattants se rallient aussi, choqués par la reprise des scandales et du laisser aller entre 1919 et 1939 malgré leur sacrifice de 1914-18.

3) La « Révolution nationale »

Pétain entend ressourcer la France par les **valeurs éprouvées de son passé, celles que prêchait l'Action française** (Charles Maurras soutient fermement Pétain) mâtinée de catholicisme. Il se montre autoritaire plus que fasciste.

- **TRAVAIL : l'agriculture est célébrée, non le capitalisme.** Des corporations agricoles et industrielles sont créées, que l'Etat doit simplement coordonner (en fait, il les fonctionnarise). Le corporatisme est censé supprimer la lutte des classes ; en fait la **suppression du droit de grève** et la domination des « comités de gestion » par le patronat aboutissent à une toute-puissance de celui-ci.

- **FAMILLE :** Vichy s'oppose à l'individualisme de 1789 en faisant appel aux communautés naturelles, la profession et la famille (**divorce durci, héritages facilités, fête des mères créée, avortement crime contre l'Etat passible de la peine de mort** : cf. "Une affaire de femmes" du cinéaste Chabrol). Les jeunes doivent être convenablement éduqués : fin des écoles normales jugées socialistes, création des chantiers de jeunesse qui permettent d'enrégimenter les jeunes de 20 ans pour leur inculquer une discipline militaire (avec quelques kilos en moins à la clef). **Les enfants de père non français sont interdits d'emploi public, les naturalisations depuis 1927 annulées** (catastrophique pour beaucoup de Juifs réfugiés), **les loges maçonniques sont dissoutes** (les politiciens de la IIIème étaient souvent francs-maçons). **Les statuts des juifs d'octobre 1940 et juin 1941, taches indélébiles pour le régime, sont promulgués sans pression allemande**; ils créent une catégorie de Français inférieure, exclue des fonctions publiques et d'encadrement et victime de brimades (enregistrement, tampon sur carte d'identité, accès limité ou interdit aux lieux publics et aux commerces...en attendant les rafles).

- **PATRIE :** l'armée d'armistice parade constamment. **L'Histoire de France est revue par la valorisation de ses grandes figures (surtout Jeanne d'Arc héroïne de la lutte contre...les Anglais !)**. Les dirigeants de 1940 (Daladier, Reynaud, Mendès France, Gamelin) sont jugés à Riom, procès qui tourne au désavantage de Pétain et qu'Hitler demande d'interrompre (février-avril 1942). On instaure une déconcentration accrue par la création de régions ayant un préfet à leur tête. On crée l'école d'Uriage (ENA de l'époque). La Légion française des combattants doit réunir les anciens combattants et agit comme un parti relayant les positions du pouvoir... ce qui explique son peu de succès après Montoire.

II/ LA VIE SOUS L'OCCUPATION

1) Les contraintes de l'Occupation

En dépit du zonage du territoire, Vichy exerce une autorité formelle sur la France occupée en nommant les fonctionnaires et en édictant la loi si les Allemands l'acceptent. Le commandement de la zone occupée relève du gouverneur militaire à Paris (von Stülpnagel) ; le Nord-Pas de Calais est rattaché à l'autorité allemande de Belgique ; l'Alsace-Moselle est annexée en dépit des protestations de Pétain et des élus locaux ; l'accès à la Lorraine non annexée et à la Franche Comté requiert un passeport spécial. Otto Abetz est chargé des relations politiques avec Vichy ; il peut menacer de fermer la ligne de démarcation pour faire pression (le Sud a besoin des produits du Nord).

Economiquement, l'Occupation est un gouffre : 400 millions par jour pour les frais d'Occupation (1/3 PIB de 1938), un taux de change franc/mark surévalué en faveur de l'Allemagne qui conduit à vider de produits le marché français ; de fréquentes réquisitions d'or, de numéraire et d'œuvres d'art ont lieu.

2) Les collaborations

La collaboration présente plusieurs formes.

La collaboration d'Etat : dans l'Europe allemande, il faut que la France tienne sa place et donc se fasse bien voir. Le Reich y gagne la paix dans le pays tout en l'exploitant au maximum. L'entrevue de Montoire, le 24 octobre 1940, est son point de départ et son symbole. Bien que le remplacement de Laval par Darlan en décembre 1940 ne perturbe pas cette orientation (Darlan est peut-être encore plus collabo en offrant des avantages militaires aux allemands en Syrie), son rappel est demandé par les Allemands en 1942. **La collaboration prend alors le pas sur la Révolution nationale et le régime s'aligne toujours plus sur les positions de Hitler: rafles de Juifs (dont celle du "Vel d'Hiv" le 16 juillet 1942 organisée par R. Bousquet chef de la police française sous les ordres de R. Eydrich, ou celle du Vieux Port en janvier 1943 avant la destruction du Panier), "Relève" qui consiste, à partir de 1942, dans l'échange entre un prisonnier de guerre libéré et trois ouvriers qualifiés volontaires pour l'Allemagne. Son peu de succès entraîne la création du STO en février 1943 à la demande de Sauckel, "négrier" du Reich).**

Le collaborationnisme de Paris : on désigne sous ce terme les hommes et partis ralliés au nazisme, qui souhaitent voir une France fasciste au service de l'Allemagne dans une Europe "nouvelle". C'est le "Parti Populaire Français" de Doriot (ex rival de Torez à la tête du PCF), le "Rassemblement National Populaire" de Déat, normalien et SFIO jadis, le "Francisme" de Bucard. L'idéologie a ses intellectuels : Drieu La Rochelle, Céline et Brasillach avec son journal "Je suis partout". Peu de personnes sont séduites : 20 000 adhérents au PPF, 5 000 engagés seulement dans la Légion des Volontaires Français (LVF) qui part combattre les Soviétiques à partir de l'été 1941.

La collaboration économique : de grandes entreprises comme Renault, Berliet, l'Oréal, les constructeurs aéronautiques (sauf Dassault déporté car juif) entament une collaboration industrielle, qui va bien au-delà du règlement des frais d'occupation, par appât du gain ou par idéologie.

La collaboration individuelle : elle consiste dans du travail ou des trafics avec les troupes d'occupation pour des raisons économiques ou de vengeances personnelles ; la plus efficace et la plus lâche revêt l'aspect de lettres de dénonciation. Les aventures sentimentales ou "collaboration horizontale" est très évidente et très mal vue par l'opinion.

3) La vie des Français en France

La vie quotidienne des Français est très difficile : chute du PIB (- 50 % de 1939 à 1944) en raison du manque de main d'œuvre (prisonniers, STO, déportés), du pillage allemand, des bombardements, du manque de machines, de matières premières et de sources d'énergie. Les pénuries provoquent le rationnement avec des tickets, du marché noir et le système D (gazogènes automobiles, tissus en cheveux, ersatz, topinambours et rutabagas). La mauvaise alimentation provoque la chute de l'espérance de vie des enfants et des vieux. Les difficultés de circulation sont considérables (couvre-feu, ligne de démarcation, zone interdite à l'Est). Les Français vivent dans la peur des prises d'otages et des bombardements (60000 morts en tout). Pour oublier ce quotidien, on se précipite dans les cinémas, les théâtres ou les manifestations sportives (popularité du boxeur Marcel Cerdan).

Le "maréchalisme" désigne la confiance absolue que la population accorde à Pétain lors de son accession au pouvoir. Certains pensaient que le Maréchal jouait double jeu et ne collaborait que pour préparer la revanche (argument de « l'épée et du bouclier » inventé par Pétain lui-même avant son procès). L'adhésion à la Révolution nationale n'est pas acquise pour autant. Beaucoup prennent leurs distances avec les mesures antisémites et dénoncent la collaboration. La désaffection s'accroît en 1941 (rafles, entrée en guerre de l'URSS puis des Etats-Unis) et surtout 1942 (ralliement de l'Empire aux Alliés, invasion de la zone sud) alors que la défaite allemande future devient évidente.

A part les collaborationnistes, les Français souhaitent la défaite de l'Allemagne. Ils sont méfiants envers les résistants par crainte de la rétorsion ennemie jusqu'à 1942, moment où Laval annonce vouloir la victoire allemande et où les persécutions contre les juifs s'intensifient.

III / DE LA RÉSISTANCE À LA RÉSISTANCE

1) Hors des frontières : la France Libre

La résistance extérieure est née de l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle à la BBC et invitant les Français à poursuivre le combat (avant tout les militaires). De Gaulle reste un homme de son temps. Il est né en 1890 dans une famille de petite noblesse, catholique et marquée par la défaite de 1871. Son père Henri de Gaulle était professeur d'histoire. Lui-même a enseigné l'histoire militaire à Saint-Cyr. Admirateur des grandes figures nationales (Richelieu, Colbert, Bonaparte), il développe un patriotisme intransigeant conçu autour des idées de grandeur, de rang et de mission de la France. Engagé presque

naturellement dans la carrière militaire, il participe à la Grande Guerre où il subit blessures et capture. Dans les années 30, il endosse la posture de stratège dissident (« Vers l'armée de métier » qui est un plaidoyer pour les divisions cuirassées) qui culmine le 18 juin 1940 dans son refus de la défaite.

Il crée le Comité français de Londres, reconnu et aidé par Churchill (en dépit de nombreux accrochages). **Dans l'Empire, de Gaulle obtient le ralliement de l'AEF, largement grâce à F. Eboué** gouverneur du Tchad, des Comptoirs de l'Inde et des îles du Pacifique. **Brazzaville devient la capitale de la France Libre dans l'Empire. Les troupes coloniales ralliées et les volontaires venus de France combattent aux côtés des Alliés au sein des Forces Françaises Libres (FFL), remportant même des succès notables : Koenig avec la 1^o BFL à Bir Hakeim contre Rommel (mai 1942), Leclerc dans le Fezzan (1941-1942) contre les Italiens (bataille de Koufra, janvier à mars 1941). Des combats fratricides opposent les FFL, alliées aux Britanniques, aux forces de Vichy à Dakar (septembre 1940) et surtout en Syrie et au Liban (juin-juillet 1941), ce qui fait le miel de la propagande pétainiste et allemande.**

Les FFL atteignent péniblement 70000 hommes en novembre 1942 mais elles maintiennent la flamme de la Résistance aux côtés des Alliés. Engagées en Afrique et au Levant et largement équipées par les Britanniques, elles n'ont pas d'action majeure. **De Gaulle doit donc se rapprocher de la résistance intérieure en formation et lui imposer sa direction.**

2) Dans les frontières : la résistance intérieure

Les premiers actes de résistance sont individuels. La recherche d'efficacité les amène à se regrouper dans l'ombre ("France-Liberté" de Marc Bloch, "Libération" d'Astier de la Vigerie, "Combat" de Henri Frenay). Ces groupes de la zone libre ne sont pas toujours hostiles à Vichy, du moins avant 1942. En zone occupée, le mouvement est plus diffus (réseau du "Musée de l'Homme").

Les formes de résistance sont variées : départ pour Londres pour rejoindre les FFL, presse clandestine, tracts, soutien aux ennemis du régime, sabotage, noyautage, renseignement (action la plus efficace au début) ... Le cloisonnement et l'usage de pseudonymes sont une nécessité pour échapper à la Gestapo. Les résistants viennent de tous les milieux et de tous les partis.

Le PCF connaissait la clandestinité depuis sa dissolution. Il condamnait Vichy mais ménageait l'occupant (allié de l'URSS), même si l'esprit antinazi était clairement dominant, beaucoup de communistes ayant résisté dès le début contre l'avis du Parti (comme Georges Guingouin en Limousin dès août 1940). **Ces hésitations disparaissent quand Hitler attaque l'URSS en juin 1941 (opération Barbarossa) : le parti tout entier se lance dans la résistance avec son expérience de la propagande ; il crée les Francs-Tireurs et Partisans français (FTP) en octobre 1941. La coordination avec de Gaulle et les mouvements de résistance non communistes est assez laborieuse.**

3) L'unification

France libre et résistance intérieure se structurent chacune de leur côté. **De Gaulle persuade les chefs de réseau, par l'intermédiaire de Jean Moulin, de s'unir sous son autorité. En 1942, la fusion de trois grands réseaux du Sud amène la création des Mouvements Unis de Résistance (MUR)** dont la partie militaire forme l'Armée secrète dirigée par le général Delestraint. A Londres, le commandant Passy et le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) assurent la liaison avec la Résistance intérieure et la collecte ou transmission d'informations et de directives. **À la mi-juillet 1942, la "France Libre" devient la "France Combattante" symbolisant l'union de l'ensemble des Français en lutte contre Vichy et contre l'Occupant. Mais dans les faits, l'unification des Résistances intérieure et extérieure ne se réalise qu'au cours de l'année 1943, grâce à l'action décisive de Jean Moulin.**

DEUXIÈME PARTIE : LA PLUS GRANDE FRANCE DE RETOUR

1942 marque le tournant de la guerre (Stalingrad, Midway). La France contribue à ce renversement de tendance. Tandis que Pétain perd de sa crédibilité, de Gaulle renforce ses positions au sein de la Résistance et du camp des Nations Unies, assurant la victoire finale. **Le rôle joué par l'Empire doit être souligné** car le débarquement anglo-saxon en AFN en novembre 1942 permet le retour intégral de ses forces dans la bataille, même si la fusion De Gaulle-Giraud est bien longue et laborieuse.

TITRE PREMIER : LA VICTOIRE DE LA « VRAIE FRANCE »

I/ DE GAULLE, DE LONDRES À ALGER

1) Le débarquement en Afrique du Nord

L'opération "Torch" (8 au 16 novembre 1942) pose un problème : comment débarquer en Algérie sans risquer la résistance des 120 000 soldats pétainistes et anglophobes stationnés au Maroc, Algérie et Tunisie, avec l'ordre de résister à toute agression ? Il fallait un homme fédérateur. Comme Roosevelt déteste de Gaulle qu'il prend pour un apprenti dictateur, voire un malade mental (opinion confortée par des Français influents aux EU comme J. Monnet ou Alexis Léger !), de Gaulle n'est pas informé de l'opération et le choix allié se porte sur l'amiral Darlan puis sur le général Giraud.

Le débarquement du 8 novembre 1942 fait 1800 morts. Giraud arrivant en retard, c'est l'amiral Darlan, à Alger par hasard au moment de l'attaque, qui ordonne le cessez-le-feu et se fait reconnaître par les Américains comme dirigeant de l'Afrique Française du Nord, bien qu'il ait été un partisan convaincu de la collaboration militaire avec l'Allemagne durant son passage au gouvernement.

2) Les luttes politiques algéroises

La présence de Darlan à Alger avait permis d'arrêter les combats, mais elle troublait l'action des Alliés : comment se battre pour la liberté aux côtés du Dauphin de Pétain, un collaborateur qui avait

refusé le départ de la flotte de Mers el Kébir pour les Antilles ? De Gaulle et tous les résistants sont outrés. Finalement, Darlan est assassiné le jour de Noël 1942.

L'administration vichyste et les Américains se rallient à Giraud qui maintient les lois de l'Etat français en application et reste fidèle à la Révolution nationale. Toujours à Londres, De Gaulle ne peut accepter cette situation. L'armée d'Afrique, sous la direction de Juin, participe brillamment à la libération de la Tunisie aux côtés des Américains par l'ouest, alors que Leclerc y pénètre au sud est avec la VIII^e armée britannique ;

3) De Gaulle seul chef

Début 1943, des discussions entre De Gaulle et Giraud via Catroux et Monnet (placé par les Américains près de Giraud) aboutissent à la formation d'un pouvoir politique dirigé en commun. De Gaulle bénéficie en outre du prestige de la division Leclerc, arrivée en AFN, qui suscite de plus en plus de ralliements militaires au détriment de son rival. Il affirme enfin son autorité sur la Résistance intérieure.

Le 3 juin 1943, De Gaulle et Giraud créent le "Comité Français de Libération Nationale" (CFLN) dépositaire de la souveraineté nationale. De Gaulle exerce les pouvoirs civils et Giraud les pouvoirs militaires ; il négocie les fournitures du prêt bail et organise la libération de la Corse (septembre-octobre 1943) par les résistants insulaires et des forces de l'Armée d'Afrique. **En novembre 1943, le CFLN instaure une "Assemblée consultative"** avec des parlementaires qui ont fui la métropole et avec les élus des français des colonies. **Dominant son homologue qui commet des bourdes monumentales, de Gaulle est reconnu comme seul chef en octobre, contre l'avis américain.**

II/ LE DÉCLIN DE VICHY

1) La fin d'une liberté illusoire

Pour empêcher un débarquement en Provence depuis l'Algérie, l'Allemagne et l'Italie occupent complètement le territoire français à partir de novembre 1942. Vichy perd toute apparence de souveraineté et d'autonomie. Laval y voit une raison de renforcer la collaboration : il signe désormais seul les décrets. Des durs entrent au gouvernement (J. Darnand, créateur de la Milice en février 1943 remplace le sinistre Bousquet au maintien de l'ordre). Pétain passe au second plan.

Hitler craint que la flotte française ne rejoigne les Alliés en dépit des conditions d'armistice. Il donne l'ordre de la saisir. Pour l'en empêcher, l'amiral de Laborde, qui n'a pas voulu donner l'ordre de rejoindre Alger à temps, commande de saborder les navires. La dernière puissance potentielle de l'Etat français disparaît en rade de Toulon et la France libre perd un instrument militaire qui aurait renforcé son poids.

2) L'accentuation des difficultés pour les Français.

Commencée sur des bases inégalitaires, la collaboration devient une exploitation pure et simple de la France par l'Allemagne. Les pillages sont mécaniquement accrus par l'extension de la zone occupée. Le rationnement devient de plus en plus difficile, l'espérance de vie diminue et les bombardements alliés sont de plus en plus fréquents (ils ont fait en tout 70 000 morts, celui de Marseille le 27 mai 1944 ayant été désastreux).

La situation des Juifs est encore plus dramatique : 75 000 seront déportés dont 2 500 reviendront ; mais 220000 échapperont aux rafles car protégés par d'autres Français. Les Allemands sont de moins en moins "korreks" et leurs réactions aux faits de résistance se font féroces.

3) La dérive de Vichy.

Laval maintient une ligne politique de collaboration pure. Mais à mesure que la victoire alliée se précise, de nombreux indécis quittent Vichy pour la Résistance. Le terrain laissé libre par les pétainistes est occupé par les collaborationnistes qui font pression sur Laval. **Le 30 janvier 1943, il crée la Milice, force de police volontaire confiée à Darnand...**"artisan de la victoire" en juillet 1918. Celui-ci entre au gouvernement avec deux autres collaborationnistes (Déat et Henriot tribun remarquable et dangereux) : Laval à son tour perd la réalité du pouvoir qui maintenant appartient aux nazis.

La Milice contrôle toute l'activité policière (implantation en zone nord en 1944, tribunaux spéciaux, exécutions sommaires de Zay et de Mandel, opérations contre les Résistants, tortures). Elle est secondée par la "Gestapo français", "la carlingue", de Bonny, Lafont et Villaplane (ex footballeur international), peuplée de délinquants divers et sauvages.

L'opinion perçoit l'inflexion fasciste du régime de Vichy., même si elle continue de croire en Pétain. L'Etat français perd toute sa légitimité. La répression, les représailles poussent les Français à entrer dans la Résistance.

III / LA LIBÉRATION ET LA VICTOIRE

1) L'organisation de la Résistance

Les mouvements se multiplient à partir de 1942 : ainsi le CRIF qui structure la résistance des juifs. Ils se dotent de corps francs qui mènent contre les Allemands des actions de guérilla. Henriot, ministre de l'Information de Vichy, est assassiné le 28 juin 1944 ce qui provoque l'assassinat de G. Mandel, bras droit de Clemenceau en 1917-18, par la Milice.

Une autre forme d'action apparaît : les maquis, groupes de francs-tireurs vivant en milieu isolé pour s'entraîner et recevoir des armes parachutées en vue du combat final ; ils attirent surtout des réfractaires au STO et aussi d'anciens militaires de l'armée d'Armistice qui croyaient que Pétain préparait la revanche et qui avaient constitué des caches d'armes (Vallette d'Osia, Tom Morel). Les maquis grossissent principalement dans les régions montagneuses, le Limousin, le Sud-Ouest et la Bretagne ; cependant ces

jeunes gens n'ont ni équipement ni expérience militaire. Il s'agit de cibles faciles pour l'ennemi avec beaucoup de jeunes qui n'ont aucune expérience de l'action armée peu d'équipement (maquis de Glières attaqué et anéanti, en mars 1944, celui du Vercors en juillet 1944).

Une unification politique et militaire de la Résistance devenait indispensable. Passy, Brossolette, Moulin sont envoyés pour hâter leur fédération. Par peur de laisser les mains libres aux Alliés ou aux communistes à la Libération, ils acceptent de former en mai 1943 un « Conseil National de la Résistance » (CNR) dont de Gaulle est le chef reconnu. J. Moulin est arrêté, torturé et éliminé par Klaus Barbie en juillet 1943. Il est remplacé par G. Bidault. Le CNR élabore un programme de réformes pour la France après la Libération (sécurité sociale, nationalisations, salaire minimum, ...) qui est adopté par de Gaulle en mars 1944.

Le CFLN, progressivement élargi à toutes les tendances partisans, se transforme en «Gouvernement Provisoire de la République Française» (GPRF) le 3 juin 1944. Il nomme un délégué national (M. Parodi) et un délégué militaire national (J. Chaban Delmas) pour remplacer, le moment venu, les hommes de Vichy. En février 1944, les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) regroupent les résistants de France sous les ordres de Koenig, les FTPF gardant en fait une large autonomie. À l'extérieur, l'Armée française de Libération qui réunit FFL, Armée d'Afrique, troupes coloniales et mobilisés des territoires soumis au CFLN, atteignent 500 000 hommes au printemps 1944 (les taux de mobilisation des Pieds Noirs et des Corses sont des taux record dans le Monde en guerre). Cette armée, équipée grâce au prêt bail, combat victorieusement aux côtés des Alliés en Italie à partir de décembre 1943 sous la forme du CEF (Corps expéditionnaire français) aux ordres de Juin ; sa victoire du Garigliano ouvre la porte de Rome en juin 1944.

2) La reconquête du territoire national et la participation à l'invasion de l'Allemagne

La Corse est le premier département métropolitain libéré en septembre-octobre 1943 par les troupes de Giraud et de la Résistance insulaire.

Après une longue campagne de bombardements aériens et l'intoxication «Fortitude», les Alliés lancent l'opération Overlord le 6 juin 1944. Bayeux est la première ville continentale libérée, tandis que les FFI lancent des opérations de harcèlement sur les armées allemandes au prix de lourdes pertes (Vercors, Oradour) mais aussi avec des succès notables (Limousin avec Guingouin, Bretagne avec l'appui des paras français du 2ème RCP.

Le 15 août 1944, un second débarquement a lieu en Provence avec une participation majoritaire de la Ière Armée française de De Lattre de Tassigny. Les troupes françaises libèrent Toulon, Marseille, remontent la vallée du Rhône et rejoignent la IIème DB près de Montbard (Côte d'Or). Le 25 août 1944, la IIème DB de Leclerc, débarquée en Normandie, libère Paris (grâce à l'insistance de De Gaulle auprès des Alliés qui voulaient contourner la ville) ; la Résistance s'est soulevée sous l'impulsion des FFI de Roll-Tanguy. Von Choltitz, voyant la situation désespérée, n'a pas osé faire sauter la ville. De Gaulle y fait un défilé triomphal le 26 août et y installe le GPRF. Durant l'été les Résistants du Sud Ouest contribuent à accélérer la retraite allemande.

Pendant l'automne-hiver, l'armée de Libération intègre les FFI ("amalgame") et libère l'Alsace (Leclerc à Strasbourg, De Lattre dans le Haut-Rhin). Au printemps, l'armée française, qui aligne globalement 1 million d'hommes, participe à l'invasion de l'Allemagne et de l'Autriche (mars - mai 1945). Grâce au soutien de Churchill (qui craint la faiblesse de la Grande Bretagne face à l'URSS après le retrait des forces américaines) et grâce à l'action objective de ses armées, la France obtient à Yalta une zone d'occupation en Allemagne, à Berlin, en Autriche et à Vienne et un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le 8 mai De Lattre signe à Berlin la capitulation allemande et le 2 septembre Leclerc signe celle du Japon à Tokyo... Résurrection qui était impensable 5 ans auparavant.

3) De Gaulle et la marche vers le pouvoir

Le 11 août 1944, Pétain propose à De Gaulle de lui remettre les pouvoirs qu'il détient. Mais accepter signifierait reconnaître la légitimité de Vichy, ce que le général refuse absolument. Finalement, les dignitaires de l'Etat français sont emmenés à Sigmaringen par les troupes allemandes, pâle imitation du départ pour Londres.

Les Etats-Unis, toujours méfiants envers De Gaulle, projettent de mettre la France sous une administration militaire alliée (AMGOT) dotée de pouvoirs gouvernementaux et de la capacité de battre monnaie. Le GPRF réplique en nommant à la place des fonctionnaires vichystes des commissaires de la République issus de la Résistance et soutenus par les populations. De la sorte, la France est administrée par des Français. Au fur et à mesure que les départements sont libérés, des commissaires de la République nommés par le GPRF et des Comités départementaux et locaux de libération (CDL et CLL) contrôlés par les résistants (souvent PCF) se substituent à l'administration de Vichy et rétablissent partout la légalité républicaine, ce qui n'empêche pas l'**épuration sauvage**, parfois aveugle (10000 victimes environ, 20000 femmes tondues ce qui est une tache indélébile sur la Libération). Il y a une menace de double pouvoir (pouvoir du gouvernement central et pouvoir résistant local surtout au sud de la Loire, libéré par les FFI à dominante FTP). **De Gaulle écarte cette menace, en même temps qu'une éventuelle prise de pouvoir par les Communistes, en supprimant les milices patriotiques et en intégrant les FFI dans l'Armée régulière** (exemple du colonel Fabien mort en Alsace).

Le GPRF instaure une épuration officielle (Haute Cour et Cours départementales de justice, Chambres civiques) dont les verdicts sont dénoncés comme excessifs par les uns et comme trop laxistes par d'autres (condamnation de Pétain en août 1945, mais qui est gracié, de Laval et de Darnand en octobre 1945) : en tout 6500 exécutions. Le GPRF accueille les prisonniers et les déportés (rôle de H. Frenay, ministre des prisonniers et déportés) et amorce la reconstruction du pays dans un contexte difficile de pénurie aggravée, de rationnement et d'inflation, situation mal supportée par la population déjà épuisée par les années d'occupation et qui espérait un retour à la vie normale d'avant guerre.

La figure du général de Gaulle est cependant largement respectée ; en témoigne son élection officielle à la tête du GPRF en novembre 1945, par l'Assemblée constituante élue en octobre.

TITRE SECOND : L'EMPIRE FRANÇAIS DANS LA GUERRE

I/ LE RÔLE DE L'EMPIRE DANS LA GUERRE

1) Les colonies après l'Armistice

L'Empire participe à la guerre depuis septembre 1939 tandis que des déclarations de loyalisme sont proclamées dès les premiers jours du conflit. **Le mouvement nationaliste algérien de Messali Hadj n'empêche pas l'envoi d'appelés en métropole**, et le plus gros des troupes garde la ligne *Mareth*, dans le sud de la Tunisie, jusqu'au printemps 1940.

L'Armistice est accepté par le résident général au Maroc Noguès comme par Mittlehauser au Levant et Boisson en AOF. Ils demeureront vigilants envers la France libre jusqu'à 1942 et au débarquement d'AFN. En Indochine en revanche, Catroux refuse la capitulation, comme Eboué au Tchad.

Pétain et Weygand écartent l'idée d'une guerre dans l'Empire car ils ne croient pas ces territoires défendables si les Allemands entrent en Espagne, ni que les Français puissent supporter cette nouvelle épreuve. En fait, après 1942, Vichy ne conserve qu'une autorité nominale en Indochine japonaise.

2) L'importance capitale de la Méditerranée

L'Afrique est la pièce maîtresse de l'Empire loyal à Vichy. Pétain y envoie comme délégué général Weygand, qui s'y comporte en zélé. En AFN, les Britanniques coulent la flotte française à Mers-el-Kébir en 1940. Tandis que *l'Afrikakorps* menace l'Égypte, Darlan signe les accords de Paris qui permettent aux Allemands d'utiliser les ports et les côtes de Tunisie (mai 1941). La situation bascule en novembre 1942 avec le débarquement allié. Au Maroc et en Tunisie, les souverains ont affirmé leur volonté d'indépendance et freiné le maréchalisme.

Dès l'été 1940, la France libre a reçu le soutien de toutes les colonies d'Afrique équatoriale. Cependant, les vichystes repoussent les Anglais devant Dakar en septembre 1940. Les troupes françaises s'illustrent cependant à Koufra en mars 1941 avec Leclerc, puis à Bir-Hakeim sous Koenig en mai 1942 en retardant l'avancée de l'Afrikakorps. Au Levant, la France libre se heurte à son allié britannique qui lorgne sur la Syrie.

3) De l'autre côté du monde

Lors de la prise de Saint-Pierre-et-Miquelon par les FFL (décembre 1941), les USA se tendent car elles craignent de dégrader leurs relations avec Pétain. Dans l'océan indien, l'Indochine est occupée par le Japon qui proclame en 1945 le règne de l'Empereur Bao Dai. Dès le territoire libéré, le communiste et résistant vietnamien Ho Chi Minh revendique à son tour l'indépendance. A Madagascar, les Britanniques prennent en 1942 la base de Diego-Suarez. L'espoir d'indépendance grandit dans la population.

II / LES RAPPORTS AVEC LA FRANCE LIBRE ET LE GOUVERNEMENT PROVISoire

1) « Une certaine idée de l'Empire »

Dès son départ pour Londres, De Gaulle estime que l'Empire est une des bases de la renaissance nationale. Pour autant, il ne réalise aucune réforme dans les territoires qui lui sont acquis : toute idée d'autonomie est écartée. Le CFLN envisage tout juste une extension des droits politiques et sociaux, ce qui est très vague. Il suit en cela l'opinion publique et la Résistance qui, hormis chez les communistes, n'imagine pas de concéder l'indépendance.

Il est évident que sans les forces de l'Empire, de Gaulle n'aurait pas pu rendre à la France son rang, comme en témoigne la remarque de Gaston Monnerville : "Sans l'Empire la France aurait été un pays libéré, avec l'Empire elle est un pays vainqueur". Ceci explique l'attachement des métropolitains à leurs colonies alors que va s'ouvrir la page de la décolonisation.

2) Vers l'Union française (1946)

Une ordonnance de mars 1944 sur l'Algérie étendue en 1945 à tout l'outre-mer a créé des citoyens français de seconde zone, qui votent dans des collèges séparés. Les quelques soulèvements postérieurs à la Libération, comme les émeutes de Sétif en Algérie ou le soulèvement de Damas, donnent aux contemporains l'impression d'avoir arrêté la marche vers l'indépendance des colonies. En 1946, aux Etats généraux de la colonisation française à Paris, les coloniaux proclament que « sans les colonies la France serait ravalée au rang d'une toute petite nation ». On aboutit à l'Union française, habillage juridique nouveau d'une situation quasiment inchangée.

3) Les conflits de demain

En Indochine, la France retrouve sa souveraineté par les accords de Potsdam (août 1945) au moment où Ho Chi Minh proclame la République démocratique du Vietnam. Un compromis n'intervient qu'en mars 1946. En Algérie, les Européens refusent toute modification de l'équilibre politique, menaçant même la France de sécession. Finalement, le statut de 1947 octroie quelques pouvoirs à une assemblée algérienne élue au suffrage universel, mais avec des règles de vote qui pénalisent les musulmans.

III/ LA SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DES COLONIES

1) L'effort de guerre

Au printemps 1940, 430 000 hommes venus des colonies se trouvent mobilisés en métropole (trois quarts de Maghrébins). Au printemps 1943, les mouvements de résistance comptent plus de 600 000 hommes mobilisés dans toutes les colonies. Cet effort militaire devient à la Libération un argument pour l'indépendance. L'effort financier est également important. Ce sont les colonies qui financent la France libre. Ces territoires subissent en outre une forte inflation (coût de la guerre et des indemnités).

2) Une économie en retard

L'agriculture ne connaît aucune transformation et conserve ses rendements faibles et irréguliers. Les Européens ne peuvent moderniser un matériel à bout de souffle à la fin du conflit. Coupés de la métropole, les territoires de l'Empire manquent de pièces, carburant, d'aliments. (production algérienne de céréales divisée par deux pendant le conflit). La famine menace l'Algérie et l'Indochine.

Le Maroc connaît l'industrialisation la plus rapide en raison de forts investissements, suivie de l'Algérie. L'Afrique noire n'évolue quasiment pas ; l'Indochine subit les bombardements américains. L'éclatement politique des colonies et de la métropole rend enfin le commerce impossible.

3) Les effets sociaux de la guerre

En termes de démographie, les carences nées de la guerre engendrent une surmortalité chez les indigènes. Toutefois, la population continue de croître. Le nombre de colons stagne ou régresse au Maghreb (sauf au Maroc), il progresse ailleurs.

En termes sociaux, la seule catégorie à avoir particulièrement souffert de la guerre est celle des Juifs du Maghreb auxquels les lois antisémites ont été appliquées. 80% des Européens sont scolarisés contre 20% des indigènes. **L'analphabétisme touche 70% au moins des sociétés coloniales. Rien n'a donc vraiment changé.**